

# Bulletin Profiteurs

Contre l'impunité des entreprises canadiennes en Colombie

Janvier 2015



La pétrolière canadienne Pacific Rubiales en Colombie : Certification équitable, vous dites ? (p.1)

La Talisman ne fait que changer de main (p.2)  
Nouvelle vague de menaces (p.3)

## La pétrolière canadienne Pacific Rubiales en Colombie : Certification équitable, vous dites ?

Nous avons récemment appris que la compagnie Pacific Rubiales a reçu la certification équitable pour la production de pétrole dans les sites Rubiales et Quifa en Colombie, délivrée par Equitable Origin, d'après un processus mené par Deloitte Colombia. Cette nouvelle est une aberration. Elle ôte de manière définitive toute crédibilité au processus de certification équitable.

La compagnie Pacific Rubiales Energy, une entreprise majeure d'extraction pétrolière enregistrée au Canada, a été reconnue coupable en 2013 de multiples violations aux droits du travail et de l'environnement et aux droits autochtones, par le Tribunal populaire sur les politiques extractives en Colombie.

Cette certification équitable a été émise pour la toute première fois dans le monde à Pacific Rubiales pour « sa performance exemplaire sur les plans social et environnemental » au regard de sa production de pétrole en Colombie. Mais la pratique quotidienne de cette pétrolière canadienne dans ce pays jette un total discrédit sur ce processus de certification.

C'est dans le département du Meta que se trouve le principal champ pétrolier de l'entreprise canadienne, entreprise qui compte plusieurs filiales dans les secteurs

pétrolier et minier en Colombie. L'extraction pétrolière est la cause d'une diminution importante du volume d'eau, par ailleurs de plus en plus contaminée et source de maladies de la peau chez les habitants du territoire où vivent les peuples autochtones Sikuani. Un comité citoyen s'est mobilisé devant l'édifice de Pacific Rubiales à Bogota en mai 2014, exigeant que les autorités colombiennes révisent l'ensemble des licences environnementales de l'entreprise.

Une récente investigation sur la contamination de l'eau à Campo Rubiales, coordonnée par le Projet Accompagnement Solidarité Colombie, avec l'appui du Centre de recherche interinstitutionnel en toxicologie de l'environnement de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM), révèle des taux alarmants d'hydrocarbures dans plusieurs échantillons prélevés, comme le rappelle l'image ci-contre.



En 2011, une sentence de la Cour constitutionnelle colombienne (T-693/11) rappelle que le principe de consultation préliminaire des peuples autochtones n'a pas été respecté et condamne Meta Petroleum/Pacific Rubiales à payer un dédommagement de près de 2 millions de dollars américains à la communauté Achagua pour dommages sociaux, environnementaux et culturels.

**PROJET ACCOMPAGNEMENT SOLIDARITE COLOMBIE**

Courriel : [info@pasc.ca](mailto:info@pasc.ca) | Téléphone : 514-966-8421 | Site web : [www.pasc.ca](http://www.pasc.ca)

Ces mêmes impacts ont pu être observés sur des territoires ancestraux sacrés des Sikuanis sur lesquels la compagnie a procédé à la construction d'un oléoduc sans respect du principe de consultation préalable. L'armée et les forces de police colombiennes surveillent ce barrage. Embauchant environ 14 000 travailleurs, Pacific Rubiales a recours à 6000 hommes armés (police, armée et forces de sécurité privée) pour protéger ses installations.

Le jury du Tribunal populaire a également condamné la pétrolière pour violation du droit d'association syndicale, du droit au travail (conditions de travail, embauche et taux salarial en violation des normes colombiennes) et des droits de la personne (agressions contre les ouvriers syndiqués, menaces de mort, attentats, diffamation, tentatives d'assassinat). En 2011, afin de sortir d'un conflit de travail provoqué par des conditions de travail inacceptables (contrat de 28 jours, mauvaises conditions sanitaires, de salaire, de santé, etc.), l'entreprise a implanté un syndicat patronal en imposant l'affiliation à celui-ci afin de se défaire du syndicat pétrolier colombien, la USO. En décembre 2012, Milton Rivas, travailleur affilié de la USO, a été assassiné.

En mai 2014, les habitant-e-s de la région ont observé

l'arrivée de 700 hommes armés et la mobilisation de troupes paramilitaires. Dans une région pétrolière, c'est rarement une coïncidence, au dire des experts. L'Agence nationale de licence environnementale (ANLA) s'est rendue en juillet 2014 sur le terrain en présence de membres de la communauté et d'organismes comme le Projet accompagnement solidarité Colombie afin de vérifier les faits : la caravane a été suivie en permanence par des véhicules sans plaque d'immatriculation, dont les passagers photographiaient des témoins locaux.

Rappelons qu'il y a quelques mois, le Front commun contre le renouvellement du contrat de Campo Rubiales a été lancé. De nombreuses organisations syndicales, incluant la CUT et la USO, l'ensemble des représentant-e-s élu-e-s du Polo Democrático ainsi que plusieurs ONG se sont unis pour s'opposer au renouvellement du contrat d'exploitation entre Pacific Rubiales et Ecopetrol qui arrivera à échéance en 2016.

Comment croire qu'une certification équitable puisse être émise à Pacific Rubiales Energy pour ses activités à Rubiales et Quifa en Colombie, alors que cette compagnie continue de violer les droits humains, d'entretenir et de profiter du conflit social et armé dans le pays ?

Source: PASC et CSN, 7 janvier 2015.

## La Talisman ne fait que changer de main

En décembre 2014, on apprenait que la compagnie Talisman, multinationale d'exploration et de production pétrolière et gazière, une des plus grandes sociétés canadiennes indépendantes, faisait l'objet d'un rachat par la compagnie espagnole Repsol, en échange de 13 milliards de dollars américains. Talisman exploite au niveau international depuis 1992. Elle est connue au Québec pour ses projets dans les gaz de schiste et est vivement critiquée pour son implication au Soudan, en Indonésie, en Malaisie, au Vietnam, en Australie, en Irak et en Algérie... pour ne citer que ces exemples. En 2013, elle détenait en Colombie des intérêts sur 4.2 millions d'hectares nets du territoire, droits d'exploitation et d'exploration dans des zones hautement militarisées où



ses intérêts privés priment sur les droits fondamentaux des communautés affectées.

Entre autres, notons que Talisman détient 45% de la production d'un champ pétrolier dans la municipalité d'Acacias, département du Meta, champ qui serait le plus grand projet d'exploration que connaît la Colombie depuis les dernières années. Elle réalise également diverses explorations par ondes sismiques dans le Meta en partenariat avec Pacific Rubiales Energy (chacune possédant 50% des parts dans ce projet).

Mais surtout, en 2011, elle a acquis une bonne partie des actifs de la British Petroleum Exploration Company, groupe britannique qui a vendu la totalité de sa filiale colombienne à un consortium constitué à 51 pour cent

de la compagnie pétrolière colombienne Ecopetrol et à 49 pour cent du groupe pétrolier (à l'époque) canadien Talisman. Par cette entente, les deux multinationales, sous le nom d'Equion Energia Ltd, possèdent désormais les deux plus grands réservoirs de gaz naturels du pays, principalement dans le Casanare. Elles désirent à ce titre exploiter par fracking, technique qui utilise des quantités d'eau phénoménales... alors que le Casanare fut très affecté par une grave pénurie d'eau début 2014.

Rappelons que la BP, dont Talisman a acquis une bonne partie des actifs, fait l'objet d'une poursuite devant les tribunaux anglais depuis octobre 2014 pour ses agissements en Colombie, en lien avec la construction de l'oléoduc Ocesa. Elle est accusée de graves dommages environnementaux qui nuisent à la vie des communautés locales.

Depuis 1994, c'est Enbridge qui est propriétaire de 25 pour cent des parts de cet oléoduc, un des investissements canadiens les plus éloquents en Colombie. Pour protéger ses installations, Enbridge a embauché une société militaire britannique (Defense Systems Colombia) qui fournissait par ailleurs de l'équipement militaire à l'armée colombienne. Ocesa, le plus gros pipeline de Colombie, avec 17 bases

militaires le long de son parcours et 1400 soldats assignés à sa protection, a de nombreuses fois engendré sur son passage une forte répression et de multiples violences politiques, sociales et économiques.

Outre la violence politique engendrée par la sécurisation de l'oléoduc, sa construction a détruit l'activité de subsistance d'au moins 350 paysan.nes (forcé.es d'abandonner les terres contaminées). Long de 800km, il transporte 500 000 barils de pétrole par jour, pétrole exploité... par la Talisman. Certes, en décembre 2013, Talisman vendait ses 12,5% d'intérêt sur l'oléoduc Ocesa, mais elle y possède encore des droits de transport.

Et il ne s'agit là que de la Colombie...

Alors, la Talisman a été rachetée par Repsol, une multinationale au curriculum lourd en Colombie - elle avait, en 2007, été condamnée par la session colombienne du Tribunal Permanent des peuples. Mais que les multinationales soient canadiennes ou espagnoles, les communautés affectés par les projets qu'elles mettent en œuvre continueront à se mobiliser ici et ailleurs.

Source: PASC, 20 janvier 2015.

## Nouvelle vague de menaces

**Quand les médias alternatifs et les organisations sociales sont taxés de "terroristes"...**

Ces dernières semaines les médias de communication alternatifs, des étudiants des universités publiques et des leaders sociaux de diverses régions de Colombie ont reçu des menaces de mort de la part des paramilitaires d'extrême droite à cause de leurs supposées alliances avec les guérillas et le "terrorisme".

Des menaces ont déferlé en novembre et décembre sur les médias critiques colombiens et sur de nombreux leaders sociaux, provenant de destinataires différents mais toutes avec une même signature : celle du langage "paraco" (paramilitaire d'extrême droite), avec des informations qui pourraient faire penser aux fruits du labour des services de renseignements de l'Etat.

Menaces inquiétantes du fait du nombre de journalistes tués par an en Colombie : au moins 56 journalistes

assassinés depuis 2000 (142 depuis 1977).

Lamentablement ces situations ne sont pas nouvelles. Il suffit de se rappeler des paroles récentes du Sénateur Álvaro Uribe (président de la République de 2002-2010) taxant ces médias d'être "au service du terrorisme" pour avoir osé retransmettre l'audience publique spéciale où des explications lui ont été réclamées sur ses liens avec le paramilitarisme.



On peut analyser que c'est quand les médias alternatifs ou les référents sociaux "dérangent", que ressurgit la stratégie du pamphlet et de la menace. En effet, les menaces sont tombées au moment-même où fut révélé le scandale des "écoutes illégales" des tables de négociations de La Havane (entre les FARC et le gouvernement), écoutes organisées par l'extrême droite.

L'un des groupes faisant les promotions de ces

pamphlets menaçants, se faisant appeler “Bloc Capital des Aigles Noirs”, a déjà ciblé ses menaces sur des personnalités politiques de "gauche" (le maire de Bogotá ex-membre de la guérilla du M19, des sénateurs...) et des “organisations de défense des droits humains”, autre nom pour parler des mouvements de base luttant contre les multinationales, les compagnies minières et pétrolières et les crimes paramilitaires ou gouvernementaux.

Il serait irresponsable d’ignorer simplement les menaces, étant donné l’impunité dont jouissent les secteurs criminels en lien avec l’agence gouvernementale de renseignement et les forces militaires. Cependant, ces menaces, par l’ampleur du nombre de “cibles” signalées dans les lettres, paraissent avoir un autre but : celui de terroriser.

Et ce dans un contexte de reprise des dialogues de paix de La Havane et l’expectative nouvelle que se concrétisent les dialogues avec l’ELN, au grand dam de l’extrême droite opposée à toute idée de négociation.

L’un des collectifs de presse menacés par les paramilitaires analyse : « Le profil des médias menacés montre clairement qu’ils tiennent des postures critiques face aux forces militaires. C’est une stratégie d’intimidation, pour que cesse leur travail social ou d’investigation. Et ce, surtout dans le cas des

journalistes à qui il leur est demandé de se taire, pour qu’ils ne portent plus à connaissance certains processus sociaux dans lesquels nous avons identifié que, hormis le fait de parler de "paix", il y a une ligne très claire en faveur des droits humains, et un signalement de la corruption et des exactions des bandes criminelles ».

Nous, médias alternatifs, journalistes et personnes impliquées dans la lutte sociale, dont fait partie Colombia Informa, continuerons nos projets. Mais sans laisser de côté les précautions légales et de sécurité, vu qu’on ne peut oublier la longue liste des assassinats perpétrés par le paramilitarisme -toujours actif, au-delà de la véracité ou de la gravité des pamphlets en question. De la même manière que ce qu’il se passe avec les syndicalistes (la Colombie détient le triste record mondial) ou les leaders sociaux ou paysans. Conscients de la situation, tout comme de la nécessité prioritaire d’avancer dans la construction d’un futur comptant sur une paix véritable, sans peurs mais avec des changements, nous réaffirmons la déclaration faite par les médias menacés : « ni celle-là, ni aucune menace n’empêchera que nous fassions notre travail pour la défense des droits humains ; les menaces au lieu de nous isoler et nous intimider, nous unissent dans la défense des droits du peuple ».

Source: Indymedia, 19 Janvier 2015.

### **Entreprises canadiennes en Colombie : des “Profiteurs de guerre”**

La Colombie trône au premier rang des pays les plus dangeureux pour l’activité syndicale et au deuxième rang en termes de déplacements forcés de la population. Plus de 85% des réfugiés internes et des syndicalistes assassinés proviennent des régions d’exploitation minière et pétrolière du pays. Le Canada, signataire d’un accord de libre-échange avec la Colombie, est pour sa part le premier pays d’origine des investissements miniers à l’étranger et contrôle, par le biais de capitaux privés, les plus importantes réserves de pétrole de la Colombie. Le Canada ne possédant aucun cadre réglementaire pour surveiller l’activité de ses entreprises hors des frontières, ces dernières exercent leurs activités en toute impunité, profitant de la violence politique qui sévit dans ce pays en guerre. Ce bulletin entend briser le silence.

Nous remercions les syndicats suivants pour leurs appuis financiers :



Les membres du **Projet Accompagnement Solidarité Colombie** sont disponibles sur demande pour visiter votre milieu de travail et participer à des causeries portant sur les impacts des investissements canadiens en Colombie et la situation syndicale colombienne.

N'hésitez pas à nous contacter!